

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/TPR/G/14**

7 mai 1996

(96-1790)

Original: anglais

## **EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

### **SINGAPOUR**

#### **Rapport du gouvernement**

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la deuxième déclaration de politique générale présentée par le gouvernement singapourien est reproduite ci-après.

---

**Note:** Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur Singapour.



TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
CHAPITRE 1: CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	1
1.1 L'environnement économique	1
1.2 Résultats du commerce de marchandises	2
1.3 Commerce des services	3
1.4 Partenaires commerciaux	3
CHAPITRE 2: LE CYCLE D'URUGUAY	5
2.1 Les engagements de Singapour	5
2.2 Application par Singapour des résultats du Cycle d'Uruguay	5
CHAPITRE 3: POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES	8
3.1 Mesures de politique commerciale: objectifs, formulation et coordination	8
3.2 Evolution récente de la politique commerciale, par mesure	8
CHAPITRE 4: SERVICES	11
4.1 Le secteur des services à Singapour	11
4.2 Professions libérales	18
4.3 Engagements de Singapour au titre de l'AGCS et participation aux négociations sectorielles consécutives au Cycle d'Uruguay	18
CHAPITRE 5: PROPRIETE INTELLECTUELLE	20
5.1 Protection des droits de propriété intellectuelle à Singapour	20
5.2 Application de la protection des droits de propriété intellectuelle à Singapour	21
5.3 Adhésion aux conventions relatives aux droits de propriété intellectuelle	21
5.4 Application à Singapour de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	22
CHAPITRE 6: ORIENTATIONS FUTURES	23
6.1 Les défis lancés à Singapour	23
6.2 Singapour et l'intégration économique régionale	24
6.3 Mission de la Conférence ministérielle de l'OMC pour 1996: préparer l'avenir du système de commerce multilatéral	26



## CHAPITRE 1: CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

### 1.1 L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

#### Résultats de l'économie

1. L'économie singapourienne est restée prospère pendant la période 1992-1995. Sa croissance, stimulée par l'essor des échanges, la reprise économique aux Etats-Unis et la poursuite de l'expansion dans les autres pays de la région, a atteint 6,2 pour cent en 1992 et dépassé 10 pour cent en 1993 et 1994 (respectivement 10,4 et 10,2 pour cent); en 1995, elle est retombée au taux plus viable de 8,9 pour cent.

2. Le tableau 1 ci-après donne des indicateurs économiques pour la période 1992-1995:

**Tableau 1**  
**Indicateurs économiques fondamentaux**

Indicateur	1992	1993	1994	1995
Produit intérieur brut:				
Aux prix courants (millions de dollars de Singapour)	80 250,6	92 825,0	106 178,6	118 629,0
Variation annuelle (pourcentage)	6,8	15,7	14,4	11,7
Aux prix de 1985 (millions de dollars de Singapour)				
Variation annuelle (pourcentage)	66 255,0	73 161,3	80 587,2	87 752,5
	6,2	10,4	10,2	8,9
PNB par habitant (dollars de Singapour)	25 706,8	28 236,0	31 572,6	34 459,1
Formation brute de capital fixe				
Aux prix courants (millions de dollars de Singapour)	28 907,9	33 003,9	36 421,9	39 851,2
Taux de change moyen dollars EU/dollars de Singapour	1,6290	1,6158	1,5274	1,4174
Taux d'inflation (indice des prix à la consommation)	2,3	2,4	3,6	1,7
Taux de chômage	2,7	2,7	2,6	2,7
Variation annuelle de la productivité en pourcentage	2,9	7,0	5,4	3,7

Source: Ministère du commerce et de l'industrie.

3. Selon les projections, la croissance ne dépassera pas 7 à 8 pour cent en 1996. La détérioration de la conjoncture extérieure - due principalement à l'attente d'un ralentissement de la croissance en Europe et aux Etats-Unis et à une contraction de la demande de produits électroniques - et la pression croissante des coûts intérieurs contribueront à mettre fin à la surchauffe.

#### Résultats des principaux secteurs

4. Pendant la période 1992-1995, la croissance économique a été générale et les résultats ont été excellents dans les secteurs-clés (voir tableau 2).

5. Le secteur manufacturier, tiré principalement par l'électronique (qui représente 44 pour cent du secteur), a joué un grand rôle dans la croissance du PIB en 1992-1995. Le dynamisme de la demande de produits tels que les ordinateurs personnels, les lecteurs de disques, les périphériques d'ordinateurs et les semi-conducteurs aux Etats-Unis et dans la région Asie-Pacifique ont contribué à l'expansion des industries électroniques de Singapour, dont le taux de croissance a atteint en moyenne 21,2 pour cent en 1993-1995.

Tableau 2

Taux de croissance annuelle de l'économie singapourienne, par secteur, 1992-1995, aux prix de 1985

Année	1992	1993	1994	1995
TOTAL	6,2	10,4	10,2	8,9
Industrie manufacturière	2,5	10,0	12,9	10,3
Bâtiment et travaux publics	21,9	8,1	16,5	8,5
Commerce	3,8	8,1	9,2	9,0
Transports et communications	6,3	10,9	11,0	11,2
Services financiers et commerciaux	6,8	12,5	8,3	8,3
Autres	6,6	7,7	6,9	6,7

Source: Ministère du commerce et de l'industrie.

## 1.2 RESULTATS DU COMMERCE DE MARCHANDISES

6. Le rang de Singapour dans le commerce mondial s'est amélioré au cours des ans. En 1990, le GATT la classait au 18ème rang des exportateurs mondiaux et au 15ème rang des importateurs. En 1993, elle était devenue la 16ème exportatrice et la 14ème importatrice. Selon le dernier rapport du GATT sur les tendances et les statistiques du commerce international, elle se classait en 1994 au 12ème rang, aussi bien pour les importations que pour les exportations; seule la Chine avait connu une croissance plus rapide de ses exportations.

### Total des échanges

7. L'essor du commerce extérieur de Singapour s'est poursuivi pendant la période à l'examen. Les échanges ont atteint 343,8 milliards de dollars de Singapour en 1995, contre 220,8 en 1992 (voir tableau 3).

Tableau 3

Résultats du commerce extérieur, 1992-1995

Commerce	Résultats du commerce extérieur (aux prix courants, millions de dollars de Singapour)				Croissance annuelle des échanges (en pourcentage)			
	1992	1993	1994	1995	1992	1993	1994	1995
Total des échanges	220,8	257,1	303,7	343,8	2,2	16,4	18,1	13,2
Importations	117,5	137,6	156,4	176,3	2,9	17,1	13,7	12,7
Exportations	103,3	119,5	147,3	167,5	1,4	15,6	23,3	13,7
Produits indigènes	66,3	75,4	88,5	98,5	0,5	13,7	17,4	11,2
Réexportations	37,0	44,1	58,8	69,0	3,3	19,1	33,4	17,4

Source: Office du commerce extérieur.

### Exportations

8. Comme on peut le voir au tableau 3, les exportations ont beaucoup augmenté entre 1992 et 1995, grâce à l'accroissement de la demande dans les pays en plein essor de la région et à la reprise sur les principaux marchés d'exportation tels que le Japon et les Etats-Unis. De plus, l'appréciation du yen en 1994 a stimulé la demande japonaise de produits singapouriens, en particulier de produits électroniques tels que les circuits intégrés et les unités centrales de traitement.

9. Les exportations de produits indigènes hors pétrole ont connu en 1992-1995 une croissance dynamique, supérieure à 10 pour cent par an. Les principaux postes ont été les parties et périphériques d'ordinateur, les parties de postes récepteurs de radio et de télévision, d'appareils de télécommunication et de caméscopes, les postes récepteurs et tubes de télévision couleurs.

10. Les exportations directes de pétrole, qui s'étaient contractées en 1992, ont beaucoup remonté en 1993, tant en volume qu'en valeur, pour retomber en 1994 et stagner en 1995. Quant aux réexportations, leur taux de croissance annuelle a dépassé les 10 pour cent entre 1993 et 1995, alors qu'il n'avait été que de 3,3 pour cent en 1992.

### **Importations**

11. Comme on peut le voir au tableau 3, les importations ont beaucoup augmenté entre 1992 et 1995, principalement du fait des secteurs non pétroliers. Le taux de croissance des importations hors secteur pétrolier, qui était tombé à 4,5 pour cent en 1992, a culminé à 20 pour cent en 1993 pour s'établir aux niveaux plus modestes de 16 pour cent en 1994 et 14,5 pour cent en 1995. Les importations de produits tels que les circuits intégrés, les parties de machines de traitement des données et de caméscopes et les composants électroniques ont augmenté. Ce dynamisme des importations hors pétrole a été compensé par les fluctuations des importations pétrolières qui, après une chute de 10 pour cent en 1992, ont progressé de 0,4 pour cent en 1993, baissé de 7,5 pour cent en 1994 et remonté de 16,7 pour cent en 1995.

12. Les principales sources des importations sont, pour les produits pétroliers, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et la Malaisie, et pour les autres importations le Japon, les Etats-Unis, l'Union européenne et la Malaisie.

### **Balance commerciale**

13. Le déficit commercial de Singapour a diminué pendant la période 1992-1995. C'est en 1994 que le redressement s'est amorcé: le déficit du commerce de marchandises a diminué de moitié, tombant à 9 069 millions de dollars de Singapour; il a encore baissé de 3 pour cent environ en 1995, pour s'établir à 8 799 millions.

## **1.3 COMMERCE DES SERVICES**

14. Le commerce des services a connu une croissance vigoureuse entre 1992 et 1995; l'excédent s'est établi en moyenne à 18,95 milliards de dollars de Singapour; en 1995, il a atteint 23,7 milliards, dont 4,3 pour le seul secteur des voyages.

## **1.4 PARTENAIRES COMMERCIAUX**

### **Principaux partenaires commerciaux**

15. Pendant la période à l'examen, les principaux partenaires commerciaux de Singapour ont été les Etats-Unis, la Malaisie, l'Union européenne, Hong Kong et le Japon. L'importance relative de ces partenaires est restée inchangée. Ils ont absorbé 66 pour cent des exportations de Singapour et fourni 70 pour cent de ses importations. Les échanges hors pétrole avec ces partenaires ont été dominés par les produits électroniques tels que machines de traitement des données, composants électroniques et équipement de télécommunication.

16. La part de chacun de ces cinq pays dans les exportations de Singapour est restée stable. Les Etats-Unis étaient en tête en 1992 et 1993, avec respectivement 21 et 20 pour cent; ils ont ensuite été dépassés par la Malaisie, dont la part a atteint 20 pour cent en 1994 et 19 pour cent en 1995, grâce à une progression spectaculaire tirée essentiellement par les secteurs des biens d'équipement et des produits électroniques (principalement électronique industrielle et électronique grand public): en 1992, la Malaisie avait absorbé 8,1 milliards de dollars de Singapour, soit 12,5 pour cent des exportations globales, en 1995, ce flux d'importation avait augmenté de quelque 54 pour cent, pour atteindre 14,3 milliards.

17. Le Japon est resté pendant la période à l'examen le principal fournisseur d'importations non pétrolières, avec une part de 23 pour cent, mais des cinq grands partenaires commerciaux de Singapour, c'est la Malaisie qui a le plus accru ses exportations sur ce marché, qui sont passées de 17,3 milliards de dollars de Singapour en 1992 à 27,3 milliards en 1995 (+ 58 pour cent); avec une part d'environ 16 pour cent du marché d'importation, elle est devenue le deuxième fournisseur mondial d'importations non pétrolières de Singapour.

#### **ANASE<sup>1</sup>**

18. L'essor économique des pays de la région s'est accompagné d'une expansion des échanges entre pays de l'ANASE: ceux-ci sont passés de 79,1 milliards de dollars de Singapour en 1993 à 111,1 milliards en 1994, soit un accroissement de 40 pour cent contre 20 pour cent pour l'ensemble des échanges de la région. La part des échanges intra-ANASE dans le commerce total a aussi augmenté, passant de 18,5 pour cent en 1993 à 20 pour cent en 1994. Avec 53 pour cent des échanges intra-ANASE en 1994, Singapour se classe en tête des pays du groupe.

19. Les échanges entre pays de l'ANASE sont dominés par les appareils électriques et mécaniques (environ 53 pour cent des exportations intra-ANASE en 1994). Les cinq principaux postes des exportations de Singapour vers les autres pays de l'ANASE sont les composants électroniques, le matériel de télécommunication, les parties de machines de bureautique et de traitement des données et les composants de circuits électriques.

#### **Asie de l'Est**

20. En dehors des débouchés cités plus haut, les échanges de Singapour avec les marchés d'Asie de l'Est - Chine, Corée du Sud et Taïwan - ont augmenté; pendant la période à l'examen, ils ont représenté 8,8 pour cent des exportations du pays, et ils devraient continuer à progresser.

---

<sup>1</sup>Les chiffres cités dans cette section pour 1994 - dernière année pour laquelle on ait des données - ont été communiqués par le Secrétariat de l'ANASE.



## CHAPITRE 2: LE CYCLE D'URUGUAY

### 2.1 LES ENGAGEMENTS DE SINGAPOUR

21. Singapour a participé au Cycle d'Uruguay dont l'objectif général était de libéraliser encore les échanges mondiaux et de renforcer les règles régissant le commerce international. Elle a ratifié le 21 octobre 1994 l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce, dont elle est membre fondateur.

22. Dans le secteur des marchandises, Singapour a consolidé ses droits de douane sur plus de 4 000 produits industriels et agricoles, représentant 70 pour cent de ses lignes tarifaires, et notamment toutes les lignes tarifaires concernant le secteur agricole; la consolidation est au taux nul pour des postes tels que le matériel agricole, les équipements de BTP, l'acier, les produits pharmaceutiques, les meubles et le matériel médical; les taux consolidés vont de zéro à 5,5 et 6,5 pour cent dans le secteur des produits chimiques. Actuellement, 98 pour cent des importations sont admises en franchise.

23. En ce qui concerne les services, Singapour s'est engagée à maintenir l'ouverture de son marché pour toute une gamme de secteurs: services commerciaux, communications, services de construction et d'ingénierie, services financiers et environnementaux, tourisme, voyages et transports. Dans le domaine des professions libérales, les engagements de Singapour garantissent l'accès au marché et le traitement national pour un large éventail de professions: comptables et conseillers fiscaux, ingénieurs, architectes et médecins.

24. Singapour a demandé à être exemptée de la clause du traitement national pour la main-d'oeuvre non qualifiée, les accords de garantie des investissements et le programme de crédit fiscal du Commonwealth, les services juridiques, la diffusion hertzienne, les systèmes informatisés de réservation, les services de transport maritime et les services financiers visés par des arrangements bilatéraux avec d'autres pays de l'ANASE. Ces exemptions sont fondées sur des raisons compatibles avec les règles de l'OMC, telles que des accords bilatéraux pré-existants ou des considérations d'ordre public etc.

25. Singapour estime que l'Accord sur l'OMC aura un effet positif sur ses échanges. L'application loyale et diligente des engagements pris dans le cadre de l'OMC se traduira par une amélioration de l'accès au marché des biens et services. Singapour estime que si les Etats membres honorent pleinement leurs engagements tarifaires, les prélèvements douaniers sur ses exportations à destination de ses principaux marchés diminueront globalement de 333 millions de dollars EU. Singapour attend aussi des résultats du Cycle d'Uruguay une plus grande stabilité de l'accès aux marchés, une meilleure transparence et un mécanisme de règlement des différends plus efficace et plus rapide.

### 2.2 APPLICATION PAR SINGAPOUR DES RESULTATS DU CYCLE D'URUGUAY

#### Marchandises: Produits agricoles et autres produits

26. A l'exception du tabac et des boissons alcooliques<sup>2</sup>, toutes les lignes du tarif de Singapour visant des produits agricoles ont été consolidées dans le cadre du Cycle d'Uruguay à un taux plafond de 10 pour cent. Singapour n'a aucun programme national de soutien, de restrictions quantitatives ou de contingents d'importation applicable à des produits agricoles. A la suite du Cycle d'Uruguay, ses contingents d'exportations de textiles vers les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada et la Norvège au titre de l'Arrangement multifibres (AMF) seront graduellement supprimés en dix ans. Singapour n'a pas

---

<sup>2</sup>Les droits sur ces produits sont des droits spécifiques; ils sont consolidés aux taux en vigueur lors du Cycle d'Uruguay.

invoqué le droit de demander des sauvegardes transitoires en vertu de l'article 6.1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

### **Mesures sanitaires et phytosanitaires**

27. Dans le contexte de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, Singapour a créé deux points d'information: le Service de la production primaire du Ministère du développement national et le Ministère de l'environnement.

### **Obstacles techniques au commerce**

28. Quatre points d'information ont été établis en application de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce:

- a) Ministère de l'environnement;
- b) Institut singapourien des normes et de la recherche (SISIR);
- c) Service de la production primaire; et
- d) Office des services de viabilité.

29. Le SISIR a accepté le Code de pratique pour l'élaboration et l'application des normes annexé à l'Accord et il publie tous les six mois un état de ses programmes de normalisation, comme le prescrit le Code.

### **Mesures antidumping et droits compensateurs**

30. Singapour met actuellement la dernière main à sa législation en matière de mesures antidumping et de droits compensateurs, qui devrait être prête en 1996. Elle a notifié à l'OMC qu'elle n'octroie ni ne maintient aucune subvention au sens de l'article 1.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires qui soit spécifique au sens de l'article 2 de cet accord. Les subventions prohibées qu'elle accorde ont été notifiées à l'OMC comme prévu à l'article 27 de l'Accord. Ces notifications concernent le programme d'incitations commerciales et de double déduction fiscale, le programme d'incitation à la production d'exportation et le programme de réescompte de l'Administration monétaire.<sup>3</sup>

### **Règles d'origine**

31. Singapour a notifié à l'OMC les règles d'origine non préférentielles applicables aux exportations. Elle a également donné notification des règles d'origine qu'elle applique dans le cadre du tarif commun de l'arrangement de commerce préférentiel de la zone de libre-échange de l'ANASE. Elle participe activement aux réunions du Comité technique sur l'harmonisation des règles d'origine tenues sous les auspices de l'Organisation douanière mondiale de Bruxelles.

### **Valeur en douane**

32. L'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord sur la valeur en douane) aura peu d'effets sur les procédures d'évaluation en douane appliquées par Singapour. Celle-ci a demandé à bénéficier de la période de

---

<sup>3</sup>Le programme de réescompte a fait l'objet d'une notification, mais avec une réserve en ce sens que l'Administration monétaire de Singapour n'est pas certaine qu'il puisse être considéré comme une subvention au sens de l'Accord.

transition de cinq ans pour l'application des dispositions de l'Accord et elle étudie les modifications à apporter à sa législation pour créer les bases juridiques de l'application de l'Accord.

**Sauvegardes, mesures concernant les investissements et liées au commerce et inspection avant expédition, entreprises commerciales d'Etat**

33. Singapour n'a aucune loi de sauvegarde et n'a jamais appliqué aucune mesure de sauvegarde; elle n'applique pas non plus de mesures concernant les investissements et liées au commerce. Elle a notifié à l'OMC qu'elle n'a aucune loi ou réglementation relative à l'inspection avant expédition et ne possède aucune entreprise commerciale d'Etat au sens de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994.

**Accord général sur le commerce des services (AGCS)**

34. Singapour a participé activement aux négociations qui se sont tenues après le Cycle d'Uruguay sur les services financiers, les télécommunications de base et les services de transport maritime. Elle fait partie des 29 pays qui ont accepté en principe l'Accord multilatéral sur les services financiers qui doit prendre effet entre le 1er août et le 31 décembre 1997. Elle a confirmé les engagements pris lors du Cycle d'Uruguay au sujet des mouvements des personnes physiques. Elle participe en qualité de membre de plein droit aux négociations en cours sur les télécommunications de base et les services de transport maritime.

**Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce**

35. Singapour dispose de cinq ans à compter du 1er janvier 1995 pour mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Un Comité interministériel a été créé pour examiner la législation singapourienne en matière de droits de propriété intellectuelle et recommander les modifications nécessaires pour la mettre en conformité avec l'Accord. La Loi sur les brevets a été révisée en 1995, avec effet au 1er janvier 1996.

## CHAPITRE 3: POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES

### 3.1 MESURES DE POLITIQUE COMMERCIALE: OBJECTIFS, FORMULATION ET COORDINATION

36. Singapour reste fidèle à sa politique d'ouverture qui favorise une croissance économique non inflationniste grâce à l'expansion des échanges. Le gouvernement a pour principe de laisser les forces du marché déterminer la structure des échanges, d'éviter d'entraver l'accès au marché par des mesures tarifaires et non tarifaires et de simplifier au maximum les procédures douanières et la documentation requise pour causer le moins de difficultés possible aux importateurs et exportateurs.

37. Ces objectifs fondamentaux restent inchangés depuis le dernier examen de la politique commerciale de Singapour. Il s'agit de:

- a) contribuer au renforcement d'un système de commerce multilatéral libre, ouvert et stable;
- b) faire de Singapour un centre de commerce international;
- c) trouver de nouveaux marchés et défendre les marchés existants;
- d) sauvegarder et diversifier les sources d'importation;
- e) développer les exportations de services; et
- f) préserver l'intégrité du système de commerce ouvert.

38. Les modalités de coordination et de formulation de la politique commerciale de Singapour n'ont pas non plus changé depuis 1992. Le Ministère du commerce et de l'industrie (MCI) est responsable de la formulation, de la mise en oeuvre et de la révision des politiques commerciales. Les politiques commerciales et les programmes de promotion du commerce sont appliqués par un organisme statuaire créé par voie législative, l'Office du commerce extérieur (OCE).

39. Singapour n'applique aucune mesure sectorielle et n'a recours à aucun instrument commercial pour subventionner ses exportations.

### 3.2 EVOLUTION RECENTE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE, PAR MESURE

#### Interdictions à l'importation et à l'exportation, licences, contrôles et contingents

40. Singapour interdit l'importation de certains produits pour des raisons de sécurité publique, de santé publique, de protection de l'environnement, de sûreté nationale ou en application d'accords internationaux ou de résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. L'[annexe 1](#) donne la liste des réglementations à l'importation et à l'exportation actuellement en vigueur, et l'[annexe 2](#) celle des produits dont l'importation est interdite pour des raisons environnementales et en application du Protocole de Montréal et de la CITES.

41. Les importations de substances détruisant l'ozone sont contingentées (2 335 tonnes en 1994). Singapour n'a jamais appliqué d'interdictions saisonnières ou conditionnelles des importations.

42. Singapour a pour politique de restreindre autant que possible le champ d'application du régime de licences d'importation. Celui-ci est motivé par les obligations qui découlent pour Singapour d'accords internationaux ou par des considérations de santé publique, de protection de l'environnement ou de sûreté. L'[annexe 3](#) donne la liste des produits dont l'importation est assujettie à licence automatique ou non automatique.

43. De même, les interdictions et restrictions à l'exportation sont motivées par des considérations de santé publique, de sécurité ou d'environnement ou par des obligations internationales telles que celles qui découlent du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et des résolutions du Conseil de sécurité.

#### **Normalisation, contrôle et homologation (y compris reconnaissance des normes, contrôles et laboratoires étrangers)**

44. La politique en matière de normalisation, contrôle et homologation (y compris reconnaissance des normes, contrôles et laboratoires étrangers) n'a pas changé depuis le dernier examen de la politique commerciale de Singapour. Celle-ci continue à adopter autant que possible les normes acceptées sur le plan international. Elle a adopté les normes et réglementations techniques de plusieurs organismes internationaux, notamment: celles de l'Organisation mondiale de la santé, de la Commission du Codex Alimentarius et de l'ISO/CEI et des pharmacopées britannique, américaine et européenne.

45. Singapour reconnaît les contrôles effectués dans le pays exportateur à condition que les organismes de contrôle de ce pays appliquent des protocoles homologués ou agréés sur le plan international.

46. Plusieurs nouvelles normes et réglementations techniques ont été mises en place depuis 1992, visant notamment à améliorer la qualité de l'air et des eaux minérales naturelles et de source et la sécurité des consommateurs. On en trouvera la liste à l'annexe 4.

#### **Prescriptions en matière de marquage, étiquetage et emballage**

47. Singapour a institué en mai 1992 un programme facultatif de label vert pour aider les consommateurs à reconnaître les produits "écologiques". Ces produits pourront porter le label vert qui est l'emblème du programme.

48. Certaines nouvelles règles d'emballage et d'étiquetage ont été instituées depuis le dernier examen de la politique commerciale de Singapour pour assurer l'innocuité des aliments et protéger la santé des consommateurs. On en trouvera la liste à l'annexe 5.

#### **Droits de douane**

49. Les droits de douane ont été supprimés au 1er janvier 1994 pour 406 produits, notamment: oeufs d'oiseaux, confiseries à base de sucre et de chocolat, biscuits et pâtisserie, édulcorants artificiels, vêtements et accessoires, plaques d'accumulateur, tubes fluorescents, chapellerie, sacs à main en cuir et meubles. Le tarif de Singapour ne compte plus que 83 lignes (1,4 pour cent du nombre total de lignes) auxquelles s'appliquent des droits de douane, alors que les produits visés par 5 759 lignes sont admis en franchise. Les produits assujettis à des droits sont les boissons alcooliques, le tabac et les produits du tabac, les véhicules automobiles et les produits pétroliers, qui représentent environ 2 pour cent des importations de Singapour. Le maintien des droits sur ces produits est motivé par le souci de protéger la santé publique et de limiter la circulation à Singapour.

#### **Règles d'origine**

50. Les règles d'origine non préférentielles n'ont pas changé depuis le dernier examen. Singapour, de même que les autres membres de l'ANASE, applique les règles de l'Arrangement de commerce préférentiel de l'ANASE, le critère d'origine étant une teneur minimum de 40 pour cent en composants originaires de l'ANASE.

## **Marchés publics**

51. Depuis la fermeture de l'Office central des marchés publics (qui avait succédé au Service central des approvisionnements), le 1er mai 1995, c'est l'Unité des décaissements du Ministère des finances (Division du budget) qui est responsable de l'achat centralisé d'un nombre très limité de produits tels que le papier. Pour l'essentiel, les marchés publics sont maintenant décentralisés; chaque ministère, service ou office statutaire prend ses dispositions. Mais toutes les entités publiques doivent respecter les politiques et directives émises par la Division du budget du Ministère des finances.

52. Singapour participe en qualité d'observateur au Comité des marchés publics afin de se familiariser avec l'Accord et avec les activités du Comité. Elle a déposé ses offres initiales en décembre 1995 et a entrepris des négociations bilatérales avec les signataires en vue d'accéder à l'Accord de 1994 sur les marchés publics.

## **Antidumping**

53. Singapour a ouvert en 1994 des enquêtes antidumping au sujet d'importations de barres en acier pour armatures en provenance de Malaisie et de Turquie.

54. La notification de l'ouverture de l'enquête contre la Malaisie a été publiée au Journal officiel le 16 décembre 1994. Les importations de barres en acier pour armatures de l'Amsteel Corporation Berhad of Malaysia ont été frappées d'un droit provisoire de 111 dollars par tonne à compter du 27 janvier 1995. La détermination définitive de la marge de dumping a été identique à la détermination provisoire; toutefois, le Ministère des finances a décidé qu'il était de l'intérêt public de ramener le droit à 54 dollars, ce qui suffirait pour supprimer le préjudice subi par l'industrie nationale. En conséquence, un droit définitif de 54 dollars la tonne a été imposé sur toutes les importations en provenance de Malaisie à compter du 29 juillet 1995. Le trop-perçu de 57 dollars la tonne sur le droit provisoire a été remboursé.

55. En ce qui concerne la Turquie, la notification de l'ouverture d'enquête a été publiée au Journal officiel le 30 décembre 1994. Une ordonnance provisionnelle a institué à compter du 10 février 1995 des droits provisoires sur les barres en acier pour armatures allant de 13 à 96 dollars de Singapour par tonne. Lors de la détermination finale, il a été constaté que deux des fabriques turques visées n'avaient pas vendu de barres en acier pour armatures à des prix de dumping, tandis que trois pratiquaient des marges de dumping allant de 16 à 59 dollars de Singapour par tonne. En conséquence, les produits de ces trois usines ont été frappés à compter du 2 décembre 1995 de droits correspondant à leurs marges de dumping respectives.

## CHAPITRE 4: SERVICES

### 4.1 LE SECTEUR DES SERVICES A SINGAPOUR

56. Dans le secteur des services, Singapour se propose de devenir un centre pour le commerce, la logistique, les services financiers, les sièges d'entreprises, les communications et l'information. L'infrastructure et les ressources en main-d'oeuvre ont encore été renforcées dans ces domaines. Les exportations de services se sont accrues pendant la période 1992-1995 à des taux de 3,8, 9,3, 12,6 et 14,7 pour cent respectivement. En 1995, elles ont atteint 61,5 milliards de dollars de Singapour.

57. Le secteur des services a représenté 74 pour cent du PIB en 1995. Les services financiers et commerciaux et les services de transports et communications sont parmi les sous-secteurs qui ont le plus contribué à la croissance économique ces dernières années. On trouvera dans les paragraphes qui suivent un aperçu des principaux sous-secteurs de services de Singapour.

#### Services financiers

58. Le gouvernement se propose de faire de Singapour le centre financier de la région. Il applique des politiques visant à assurer la solvabilité et l'intégrité du système financier singapourien et il a mis en place un cadre législatif et réglementaire à cet effet: c'est là un atout majeur pour obtenir la confiance des investisseurs. Outre cette sage politique, la forte croissance de la demande de services financiers dans la région a joué un rôle déterminant dans l'expansion des services financiers. Avec les services commerciaux, ceux-ci ont fourni en 1995 environ 27 pour cent du PIB. Leur taux de croissance a atteint 21,8 pour cent en 1993, mais il a été plus modéré en 1994 et 1995: respectivement 8,5 et 7,3 pour cent. Ce ralentissement tient en grande partie à l'assainissement de l'activité des marchés boursiers; quoi qu'il en soit, la croissance de nombreux services financiers - activités bancaires intérieures, Union asiatique de compensation, change, marché financier à terme et assurances - est restée dynamique.

59. L'Administration monétaire créée en 1971 regroupe dans un organisme unique toutes les fonctions de supervision du secteur financier et de gestion de la politique monétaire. Aux termes de sa Loi constitutive, cette administration formule la politique monétaire et de change dans l'optique d'une croissance non inflationniste, assure la supervision du système financier et encourage le développement d'un secteur des services financiers viable et progressiste.

60. En plus de la Loi sur l'Administration monétaire, le cadre législatif et réglementaire des services financiers de Singapour comprend les textes suivants:

a) Loi sur les banques

Cette loi régit les modalités d'agrément et de fonctionnement des banques commerciales. Elle prescrit le montant minimum de fonds propres et le taux de liquidité et fixe les limites prudentielles du crédit et des placements en titres et en biens immobiliers.

b) Loi sur les sociétés financières

La Loi sur les sociétés financières régit les modalités d'agrément et de fonctionnement des sociétés financières. Les activités de ces dernières sont limitées à l'acceptation de dépôts de fonds nationaux et au financement d'opérations sur le territoire de Singapour.

c) Loi sur les opérations à terme

Cette loi régit les opérations à terme et les opérations de change à Singapour. Ses principales dispositions financières stipulent les modalités d'approbation, par l'Administration monétaire, de la création d'un marché à terme et d'une chambre de compensation ainsi que les modalités d'agrément et de surveillance des agents intervenant sur le marché. Elle précise le niveau requis de fonds propres, les modalités de conduite des opérations, l'obligation de faire connaître les risques aux clients et de présenter des rapports financiers périodiques et des comptes vérifiés annuels.

d) Loi sur les opérations sur titres

Cette loi stipule les modalités d'octroi de l'autorisation d'exercer aux courtiers et conseils en placements et la réglementation de leurs activités.

e) Loi sur les assurances

Les activités dans le secteur des assurances sont régies par cette loi et par ses règlements d'application, qui constituent le cadre de la réglementation prudentielle visant à protéger la clientèle des compagnies d'assurance.

f) Loi sur le change et les transferts

Cette loi stipule que les opérations de change et de transfert sont subordonnées à une licence délivrée par l'Administration monétaire et contrôlées par elle.

**Ouverture du secteur des services financiers aux agents étrangers**

61. Le secteur des services financiers de Singapour est un des plus libéraux de la région, et probablement le plus ouvert du monde. Il est très compétitif et ouvert aux participants étrangers, comme il ressort de ce qui suit.

a) Banques

62. Il y a à Singapour 204 banques et banques d'affaires de 34 pays (dont 22 banques à licence générale, 14 banques à licence restreinte et 82 banques offshore), mais seulement six groupes bancaires nationaux. Plus de 40 pour cent du capital social de ces six banques locales sont entre les mains d'étrangers et des banques étrangères contrôlent plus de 50 pour cent des prêts non bancaires à des résidents et 40 pour cent des dépôts non bancaires de résidents. Elles assurent plus de 70 pour cent du financement du commerce extérieur. Plus de 60 pour cent des bénéfices bancaires reviennent à des banques étrangères. Etant donné l'importance actuelle des opérateurs étrangers dans le secteur bancaire sur le territoire de Singapour, les banques étrangères à licence générale ne peuvent pas ouvrir de distributeurs de billets hors lieux ni de nouvelles filiales. La prédominance des banques étrangères dans le secteur bancaire intérieur rend plus difficile et moins efficace l'application de la politique monétaire.

63. Malgré leur position dominante, les banques étrangères bénéficient de certains privilèges qui ne sont pas accordés aux banques locales; par exemple, elles ne sont pas tenues de respecter le ratio de fonds propres de catégorie 1 de la BRI (12 pour cent) comme les banques locales, car elles sont considérées comme des filiales et non comme des banques autonomes. En outre, contrairement aux banques locales, elles ne sont pas tenues de fournir des services à prix coûtant pour des raisons sociales,



par exemple de desservir les petits clients et les quartiers présentant moins d'intérêt sur le plan commercial. Certaines banques étrangères pénalisent les petits épargnants en prélevant des frais sur les comptes dont le solde est inférieur à un certain montant.

b) Marché à terme des instruments financiers

64. Le traitement national est appliqué aux opérateurs étrangers sur le marché à terme des instruments financiers. Quatre-vingt-cinq pour cent des membres du Marché monétaire international de Singapour sont des institutions à capital étranger, auxquelles sont imputables 70 pour cent du volume des opérations sur ce marché.

c) Opérations sur titres

65. La Loi sur les opérations sur titre ne fait aucune distinction entre sociétés étrangères et sociétés locales. Pour faire des opérations sur titres ou fournir des services de conseil en placements ou de gestion de portefeuille, il faut être titulaire d'une licence (autorisation d'exercer) de courtier ou de conseil en placements.

66. La prédominance des étrangers dans le secteur des opérations sur titres est flagrante. Il y a à Singapour 47 courtiers étrangers contre 33 membres de la Bourse de Singapour, dont sept sont des membres internationaux à capital entièrement étranger et onze ont une participation étrangère de 21 à 49 pour cent. Les actifs des courtiers étrangers (y compris les sept membres internationaux) représentent 92 pour cent des actifs totaux de toutes les sociétés de courtage de Singapour. Il y a 103 conseils en placements étrangers, contre 30 singapouriens et leurs actifs représentent 87 pour cent des actifs des conseils en placements.

d) Sociétés financières

67. Certaines sociétés financières sont contrôlées par des actionnaires étrangers. Jusqu'à 20 pour cent du capital des sociétés locales peut être étranger.

e) Change et transferts

68. Les sociétés de change et de transfert peuvent avoir jusqu'à 49 pour cent de capital étranger. Les hôtels fournissant un service de change peuvent obtenir une licence même si la proportion de capital étranger est supérieure à 49 pour cent.

f) Sociétés de courtage monétaire

69. La participation étrangère aux sociétés de courtage monétaire n'est pas limitée. La plupart de ces sociétés sont contrôlées par des actionnaires étrangers.

g) Compagnies d'assurance

70. Cinquante-huit compagnies d'assurance primaires opèrent à Singapour, dont 42 appartiennent entièrement à des étrangers. Les assureurs étrangers représentent 52 pour cent des polices locales souscrites. En outre, sur les 36 sociétés de réassurance existant à Singapour, 32 sont des sociétés étrangères. Les sociétés d'assurance étrangères bénéficient du même traitement que les sociétés locales (traitement national).

## Transports et communications

71. Ce secteur comprend les transports aériens, maritimes et terrestres et les télécommunications. Il a fourni en moyenne 11,7 pour cent du PIB pendant la période 1992-1995. La croissance des divers composants de ce secteur pendant la période à l'examen est indiquée au tableau 4.

**Tableau 4**  
**Croissance annuelle des sous-secteurs des transports et communications, en pourcentage, 1992-1995**

	1992	1993	1994	1995
Fret maritime total	15,5	14,8	6,0	5,5
Marchandises diverses	15,7	13,0	10,5	8,2
Huile minérale en vrac	15,2	17,1	0,5	1,9
Arrivées de navires (> 75 de jauge brute)	7,8	7,8	8,8	4,7
Fret aérien total	11,8	16,6	20,3	9,5
Déchargé	13,0	14,8	19,2	9,1
Chargé	10,5	18,7	21,6	9,9
Atterrissages d'avions	15,2	8,5	6,5	8,2
Colis postaux	6,2	12,8	5,8	5,4
(Appels)	19,0	17,5	18,1	18,4

Source: PSA, CAAS, Singapore Post Ltd, Singapore Telecommunications Pte Ltd.

72. Le Ministère des communications définit les politiques en matière de transport et de communications. Toutefois, il prend l'avis d'autres ministères et offices statutaires. L'Office du commerce extérieur est responsable des politiques en matière de transport maritime; il représente Singapour dans toutes les négociations en vue d'accords sur les transports maritimes ainsi qu'au Groupe de négociation de l'OMC sur les services de transport maritime.

## Transports maritimes

73. Singapour a une politique de liberté des transports maritimes et elle est favorable à la libéralisation mondiale de ce secteur. Son port de conteneurs, le deuxième du monde (après Hong Kong), a traité en 1995 11,85 millions d'EVP. Singapour est depuis 1988 le premier port de soutage du monde; en 1995 elle a fourni 17,6 millions de tonnes de combustibles de soute. Selon le rapport de 1995 sur la compétitivité, Singapour se classe en tête des 48 pays développés et en développement étudiés pour ce qui est de l'adéquation des infrastructures portuaires aux besoins.

74. Le secteur des transports maritimes est régi par deux textes: la Loi sur la marine marchande et la Loi sur le transport de marchandises par mer (chapitre 33). La première contient diverses dispositions concernant la constitution de l'équipage, la classification des navires, les procédures de sécurité, la livraison des marchandises, la responsabilité des armateurs et le fonctionnement du registre maritime, tandis que la deuxième a été promulguée pour appliquer les Règles de La Haye et de Visby.

75. Aucune disposition ne limite la participation étrangère dans le secteur des transports maritimes ni ne prescrit quelque forme que ce soit de partage du fret avec les pays partenaires.

76. On prévoit que la croissance vigoureuse du trafic de conteneurs se poursuivra. La capacité d'accostage et de service dans les trois terminaux à conteneurs de l'Administration portuaire de Tanjong Pagar, Keppel et Brani doit être portée à 16 millions d'EVP. Un quatrième terminal doit être aménagé à Pasir Panjang pour répondre aux besoins du XXI<sup>e</sup> siècle. Il sera construit en quatre tranches étalées sur 30 ans. Une fois achevé, il offrira 17 km de postes pour conteneurs, conçus pour

une automatisation très poussée en raison du manque d'espace et de main-d'oeuvre. Environ 99 pour cent de ce terminal sera construit sur des terres asséchées.

### **Transports aériens**

77. L'Administration de l'aviation civile, créée par la Loi sur l'Administration de l'aviation civile de Singapour, entretient et gère l'aérodrome et l'aéroport de Singapour, assure divers services tels que le contrôle du trafic aérien, l'information aéronautique et la recherche et le sauvetage des aéronefs en détresse. Elle réglemente les activités aéronautique et aérospatiale et s'emploie à les promouvoir. Elle donne des avis au gouvernement et représente Singapour dans les instances internationales pour tout ce qui concerne l'aviation civile.

78. Les principaux textes législatifs régissant les transports aériens à Singapour sont la Loi sur la navigation aérienne et ses règlements d'application. Les vols de ligne internationaux à destination et au départ de Singapour font l'objet d'accords bilatéraux entre Singapour et les Etats concernés, qui déterminent les modalités d'accès au marché (itinéraires, droits de trafic, capacité et fréquence des vols) et des opérations commerciales (droit d'établir une agence en territoire étranger, de transférer et rapatrier des fonds, etc.).

79. Singapour a une politique libérale en matière de tarifs; les compagnies aériennes qui opèrent sur son territoire sont libres de déterminer leurs tarifs en fonction des forces du marché. Pour le transport des personnes, les compagnies communiquent leurs tarifs à l'Administration de l'aviation civile pour information ou pour approbation, selon le régime adopté dans les accords bilatéraux pertinents. L'approbation est en général donnée, sauf s'il y a des soupçons de prix de rapine ou de concurrence déloyale. Les tarifs du fret aérien sont déréglementés depuis 1987; les compagnies doivent seulement en informer l'Administration de l'aviation civile.

80. Aucun traitement préférentiel n'est accordé aux transporteurs nationaux ni à aucun transporteur étranger. Les créneaux d'aéroport sont attribués conformément au guide de procédure de l'IATA. Pour les services à terre, les compagnies peuvent choisir entre les deux agents opérant à Singapour, Singapore Airport Terminal Services (SATS) et Changi International Airport Services (CIAS).

### **Services de transport terrestre**

81. La création de l'Administration des transports terrestres, le 1er septembre 1995, a été une date importante pour le secteur des transports. Cette administration planifiera, développera et gèrera tous les services de transport publics et privés de Singapour. Elle regroupe les fonctions du service de l'immatriculation, de la Division des routes et des transports du Service des travaux publics, de la Division des transports terrestres du Ministère des communications et de la Société des transports en commun rapides. Elle aura des recettes (droits d'immatriculation des véhicules, taxes de circulation, certificats) pour financer ses opérations.

82. L'Administration applique des mesures visant à maîtriser la croissance du parc automobile, l'utilisation des véhicules et l'entrée de véhicules immatriculés à l'étranger. Elle cherche aussi à garantir l'efficacité des services de transport en commun en formant et supervisant les chauffeurs et contrôleurs des véhicules, auxquels elle délivre des permis, et en surveillant le réseau. Elle établit des normes de sécurité des véhicules, en collaboration avec la Police de la circulation, par l'éducation, le contrôle et la répression; elle collabore avec le Ministère de l'environnement pour contrôler les émissions polluantes des véhicules.

## Services de télécommunication

83. En matière de télécommunication, Singapour reste fidèle à sa politique de développement d'une infrastructure de classe mondiale fournissant aux usagers des services de qualité à des prix abordables. Le gouvernement considère que les infrastructures de télécommunication sont un investissement crucial qui stimulera la croissance et le développement continu de l'économie.

84. Avant le 1er avril 1992, l'Agence des télécommunications de Singapour était une entité autonome responsable des réseaux et des opérations de télécommunication. Depuis cette date, elle n'a plus de fonctions commerciales, et en vertu de la Loi de 1992, elle est devenue l'organisme national chargé de la réglementation, de la politique, du développement et de la promotion des services de télécommunication et des services postaux de Singapour.

85. Un des objectifs de l'Agence est de faire de Singapour un centre mondial de télécommunication. A cet effet, elle a concentré ses efforts dans deux domaines essentiels, à savoir:

i) Mise en place d'un cadre pour assurer le contrôle des prix et la qualité du service

86. Ce cadre permettra de garantir aux entreprises et aux particuliers des services et réseaux de télécommunication à des prix raisonnables et d'une qualité comparable à celle des meilleurs du monde. L'Agence vient de réviser son cadre de réglementation des prix pour inclure dans ses comparaisons non seulement les grands centres financiers et les pays nouvellement industrialisés, mais aussi les centres financiers voisins, pour que Singapour puisse conserver sa position de centre de télécommunication compétitif.

ii) Promotion de la concurrence et des technologies novatrices

87. En application de la politique de libéralisation progressive adoptée par le gouvernement, l'Agence a ouvert à la concurrence plusieurs secteurs des télécommunications. Les consommateurs ont maintenant le choix entre un plus large éventail de produits et de services, à des prix compétitifs et avec des normes de qualité plus élevées. L'Agence a ouvert les services suivants au secteur privé:

- services mobiles publics de transmission de données;
- services publics de radiotéléphonie mobile cellulaire (à partir d'avril 1997);
- services publics de radiorecherche (à partir d'avril 1997);
- services publics de radiocommunication à ressources partagées;
- liaisons montantes et descendantes par satellite;
- services de télécommunication par microstations pour les communications au sein des entreprises;
- services d'accès à Internet.

88. L'Agence a aussi une fonction de réglementation: elle délivre les licences aux réseaux et fournisseurs de services de télécommunication, formule et fait appliquer les normes techniques des équipements terminaux pouvant être connectés au réseau public à commutation. Ces normes sont basées sur celles qui sont recommandées par l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation internationale de normalisation (ISO); elles s'appliquent aux équipements terminaux tant locaux qu'importés.

89. Les titulaires de licences de télécommunication qui souhaitent vendre du matériel de télécommunication, y compris des équipements de radiocommunication, devront créer une société distincte à cet effet. La vente d'équipement de télécommunication est régie par le Règlement de 1994. Les

titulaires de licences ne seront pas autorisés à accorder un traitement préférentiel à leurs propres filiales ni à des vendeurs affiliés ou associés; ils devront offrir des conditions égales et justes à tous les vendeurs.

90. L'Agence a agréé Singapore Telecom en tant qu'Agence de télécommunication publique fournissant des réseaux et services de télécommunication à Singapour. La première tranche d'actions de Singapore Telecom a été émise à la Bourse de Singapour en octobre 1993. Le gouvernement a annoncé une deuxième émission pour 1993. En vertu de sa licence d'agence de télécommunication publique, Singapore Telecom jouit jusqu'en avril 2007 du monopole des services de télécommunication nationaux et internationaux<sup>4</sup> et des services publics de radiocommunication cellulaire.

91. Singapore Telecom étudie actuellement les modifications à apporter à sa Loi constitutive pour tenir compte des progrès techniques, et réexamine ses règlements postaux dans l'optique de l'évolution du secteur postal.

### **Tourisme**

92. Les résultats du tourisme ont été bons pendant la période à l'examen. Les recettes se sont élevées en 1995 à 11,7 milliards de dollars de Singapour, soit 6,6 pour cent de plus qu'en 1994. La contribution du tourisme à la balance des paiements de Singapour, mesurée par l'excédent des exportations de voyages sur les importations, s'est élevée à 4,4 milliards de dollars de Singapour, équivalant à 3,7 pour cent du PIB.

93. L'Office du tourisme de Singapour, qui relève du Ministère du commerce et de l'industrie, formule la politique touristique. Créé par la Loi portant création de l'Office du tourisme (chapitre 328), il est responsable du développement du tourisme et des installations et services touristiques à Singapour. Il a aussi pour mission de promouvoir l'utilisation de Singapour comme centre de congrès, d'expositions et de voyages de motivation.

94. L'Office fixe des normes pour les entreprises de tourisme et délivre des licences à toutes les classes d'entreprises touristiques. Il est aussi habilité à délivrer des licences aux guides et agents de tourisme et à les superviser et il perçoit une taxe parafiscale sur les hôtels de tourisme, les restaurants et les établissements touristiques publics.

a) Règlement pour la promotion du tourisme (régime de licences et de contrôle des guides)

Ces textes précisent les modalités de délivrance de la licence des guides et de contrôle des guides.

b) Loi et règlement pour la promotion du tourisme (perception d'une taxe parafiscale)

Ces textes régissent la perception d'une taxe parafiscale sur les hôtels de tourisme, les restaurants et les établissements touristiques publics.

---

<sup>4</sup>Les services nationaux et internationaux de télécommunication internationaux comprennent: a) les services téléphoniques publics à commutation, b) les services publics de messagerie à commutation (télécopie, télex), c) les services publics de transmission de données à commutation, d) les services publics de réseau numérique à intégration de services à commutation, e) les services de circuits loués et e) les services publics de radiocommunication à commutation. La revente des services a) à d) est autorisée sous licence de Singapore Telecom, et sans majoration de prix.

- c) Notification relative à la promotion du tourisme (hôtels de tourisme, restaurants et établissements touristiques publics)

Les hôtels enregistrés comme tels selon les dispositions de la Loi sur l'hôtellerie et indiqués dans la notification sont déclarés hôtels de tourisme, restaurants ou établissements touristiques publics.

- d) Loi sur les agents de tourisme (chapitre 334) et réglementation de la profession

Ces textes régissent l'octroi de licence aux agents de tourisme et réglementent l'exercice de leur profession.

- e) Loi sur l'hôtellerie (chapitre 127) et réglementation concernant les licences hôtelières

Ces textes régissent l'octroi de licence aux hôtels et pensions, y compris les procédures d'enregistrement et d'autorisation des hôtels et hôteliers.

- f) Loi sur les aubergistes (chapitre 139)

Cette loi limite la responsabilité des aubergistes et comporte d'autres mesures en leur faveur.

95. Ces lois et règlements s'appliquent aussi aux fournisseurs étrangers de services touristiques (hôtels, agences de voyage, etc.) dans la juridiction de Singapour.

## **4.2 PROFESSIONS LIBERALES**

96. La réglementation des professions libérales à Singapour vise à garantir la qualité des services. L'annexe 6 donne un tableau des régimes applicables.

## **4.3 ENGAGEMENTS DE SINGAPOUR AU TITRE DE L'AGCS ET PARTICIPATION AUX NEGOCIATIONS SECTORIELLES CONSECUTIVES AU CYCLE D'URUGUAY**

97. Singapour considère que l'Accord général sur le commerce des services est un résultat important des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay et se félicite de la mise en place d'un cadre international de règles et disciplines applicables à ce secteur. L'Accord, qui marque une étape décisive de la libéralisation progressive du commerce des services, contribuera à promouvoir la croissance économique des pays Membres de l'OMC.

98. Les engagements sectoriels de Singapour contenus dans les listes de l'Accord<sup>5</sup> attestent l'importance que nous attachons à cet accord et à son application effective. Singapour a participé activement aux négociations sectorielles consécutives au Cycle d'Uruguay; elle est un des 29 membres ayant en principe accepté l'Accord provisoire sur les services financiers conclu le 28 juillet 1995. Elle a en outre réitéré les offres qu'elle avait faites pendant le Cycle d'Uruguay sur les mouvements des personnes physiques. Celles-ci sont décrites dans les paragraphes qui suivent, où l'on trouvera aussi un exposé de la position de Singapour dans les négociations en cours sur les services de transport maritime et de télécommunication de base.

---

<sup>5</sup>Ces engagements sont décrits brièvement à la section 2.1 ci-dessus.

### Services financiers

99. Les engagements de Singapour dans ce domaine portent sur tous les services relevant de l'Annexe de l'AGCS sur les services financiers. Pour l'essentiel, Singapour s'est engagée à maintenir le degré actuel d'ouverture de son secteur des services financiers, et à accorder l'accès au marché aux établissements financiers étrangers satisfaisant aux critères donnant droit à l'admission en qualité de banques offshore, banques d'affaires, maisons de courtage de titres, sociétés de gestion de patrimoine, conseils en placements, sociétés de courtage sur le marché à terme, et compagnies de réassurance. Au cours des négociations consécutives au Cycle d'Uruguay, Singapour a présenté une offre améliorée pour faire avancer les négociations.

### Mouvements des personnes physiques

100. Les engagements de Singapour dans le domaine des services contiennent des offres sur les mouvements des dirigeants, cadres et spécialistes transférés au sein d'une entreprise pour tous les secteurs figurant dans la liste. Pour des raisons de manque d'espace et d'ordre public, Singapour a demandé à être exemptée de la clause NPF pour les mouvements de manoeuvres et ouvriers spécialisés ainsi que pour le personnel qualifié autre que les spécialistes et les cadres de direction.

### Services de transport maritime

101. Singapour maintient les offres qu'elle a présentées pendant le Cycle d'Uruguay dans le domaine des transports maritimes. Ces offres ne contiennent aucune restriction en ce qui concerne les transports internationaux, mais Singapour a demandé une exemption de la clause NPF pour quatre services auxiliaires: transit de marchandises, entreposage et magasinage, dépôts de conteneurs et camionnage.

102. Singapour espère que les négociations dans le secteur des transports maritimes aboutiront. Dans cet esprit, elle a participé de façon constructive aux discussions du Groupe de négociation sur les services de transport maritime. Elle est prête à modifier et améliorer ses offres si les autres parties aux négociations font de même.

### Télécommunications de base

103. Singapour, membre du Groupe de négociation sur les télécommunications de base depuis mai 1995, a participé à la neuvième réunion du Groupe, en juillet 1995, en tant que membre de plein droit, ce qui lui a permis de prendre part directement à l'élaboration du cadre multilatéral proposé pour les télécommunications de base. Ses offres comprennent plusieurs mesures propres à favoriser la concurrence: directives relatives aux sauvegardes, règles d'interconnexion des réseaux, transparence des réglementations et indépendance des responsables de la réglementation. Singapour considère que ces mesures sont importantes pour égaliser les règles, mais que chaque pays devrait avoir la latitude d'adopter ses propres procédures d'application. Cette souplesse est nécessaire parce que le champ de la concurrence, le niveau de développement des télécommunications et l'environnement politiques ne sont pas les mêmes dans tous les Etats Membres de l'OMC.

## **CHAPITRE 5: PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **5.1 PROTECTION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE A SINGAPOUR**

#### **Droits d'auteur**

104. A Singapour, les droits d'auteur et droits apparentés sont régis par la Loi du 26 janvier 1987 sur les droits d'auteur, qui a remplacé la Loi de l'Empire britannique de 1911, la Loi sur les droits d'auteur (chapitre 63) et la Loi sur les droits d'auteur des disques phonographiques et des émissions radiophoniques publiques (chapitre 64).

105. Le copyright protège les droits d'auteur pendant la vie de l'auteur et pendant 50 ans après sa mort. Une oeuvre qui n'a pas été, du vivant de son auteur, publiée, exécutée en public, diffusée, distribuée par câble ou mise en vente sous forme enregistrée est protégée par copyright pendant 50 ans à partir de la date de la première publication, exécution, diffusion, distribution par câble ou mise en vente. La même protection de 50 ans s'applique aussi en général aux autres oeuvres. Ainsi, les enregistrements sonores, films cinématographiques, programmes de radiodiffusion ou de télévision et programmes pour distribution par câble sont protégés pendant 50 ans après la première publication, diffusion ou distribution par câble. Si une édition a été publiée, la protection est moins longue: 25 ans à compter de la première publication.

106. L'importation de marchandises violant le copyright est interdite en application de la Loi de 1995 réglementant les importations et les exportations, interprétée à la lumière de l'article 142 de la Loi sur les droits d'auteur et les exportations et de la réglementation du droit d'auteur (importations et exportations). Ces textes autorisent les douaniers à rechercher et saisir ces marchandises et arrêter ceux qui les transportent.

#### **Marques commerciales**

107. Les lois régissant l'enregistrement et la protection des marques commerciales sont dérivées de la Loi britannique de 1938 sur les marques commerciales. Ce sont:

- a) la Loi sur les marques commerciales (chapitre 332);
- b) les Règles de 1991 concernant les marques commerciales;
- c) les Règles modifiées de 1992 concernant les marques commerciales.

108. En vertu de ces textes, le propriétaire d'une marque enregistrée a un droit légal sur cette marque. L'enregistrement est valable même si la marque n'a pas été utilisée. Il ne devient jamais caduc, à condition que le droit d'enregistrement soit payé tous les dix ans.

#### **Brevets**

109. La source de la législation de Singapour sur les brevets est la Loi sur les brevets de 1994, dont les principes sont très proches de ceux de la Loi britannique de 1977. En vertu de la Loi de 1994, les brevets sont protégés pendant 20 ans à partir de la date de dépôt de la demande de brevet. Pour mettre la loi en conformité avec l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, le Parlement de Singapour a adopté en septembre 1995 une Loi d'amendement qui a pris effet au 1er janvier 1996. Les dispositions concernant les licences obligatoires et l'utilisation par les pouvoirs publics ont notamment été modifiées.



110. Le droit de déposer une demande de brevet et d'obtenir un brevet n'est pas limité aux citoyens ou résidents de Singapour. N'importe qui peut déposer une demande de brevet, même si il ou elle n'a aucune attache à Singapour.

### **Modèles industriels**

111. La Loi britannique de protection des modèles (chapitre 339) protège à Singapour les modèles enregistrés au Royaume-Uni. L'enregistrement au Royaume-Uni donne au propriétaire du modèle les mêmes droits et privilèges à Singapour que si le certificat d'enregistrement précisait l'extension à Singapour. Cette loi protège les modèles pendant 25 ans.

## **5.2 APPLICATION DE LA PROTECTION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE A SINGAPOUR**

112. Il existe à Singapour des recours civils et pénaux contre la violation des brevets. Dans les cas appropriés, les pouvoirs publics engagent des poursuites. Les propriétaires des droits peuvent aussi être autorisés à attaquer les auteurs de contrefaçons. Les tribunaux de Singapour infligent généralement à ces derniers de lourdes peines de prison et des dommages-intérêts.

113. Les recours civils sont à la discrétion des propriétaires des droits. Il existe donc un système souple de procédures civiles et pénales qui permet aux propriétaires de droits d'obtenir rapidement réparation. La police aide les propriétaires à exécuter des mandats de perquisition pour trouver des preuves de violation des droits d'auteurs ou de contrefaçon des marques, par exemple des articles suspects. Aux postes de douane à l'entrée et à la sortie du pays, le Service des douanes et droits d'accise aide l'Office du commerce extérieur à confisquer les livraisons de contrefaçons pré-identifiées.

114. Une cellule spéciale a été créée en février 1995 à la Police judiciaire pour centraliser et exécuter les mandats de perquisition, ce qui aide les agents chargés de la protection des droits de propriété intellectuelle à obtenir les preuves nécessaires à l'ouverture de poursuites. Entre février et décembre 1995, cette cellule a fait 288 descentes au cours desquelles des contrefaçons valant plus de 1,4 million de dollars de Singapour aux prix du marché ont été saisies.

115. Outre les organismes de répression des contrefaçons, d'autres organismes, tels que l'Office de la censure cinématographique, jouent un rôle important dans la répression des violations de copyright. Bien qu'il n'ait pas de fonction directe dans ce domaine, l'Office, en tant que responsable de la censure, a un arrangement avec la Motion Pictures Association of America qu'elle aide à repérer les titres piratés parmi les films présentés à la censure. Les informations qu'il fournit sur l'identité des personnes présentant leurs films en format vidéo permettent à l'Association d'engager des poursuites en violation de copyright. Cela a réduit le piratage; les poursuites judiciaires ont un effet dissuasif.

## **5.3 ADHESION AUX CONVENTIONS RELATIVES AUX DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

116. Singapour est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) depuis décembre 1990. En février 1995, elle est devenue partie à la Convention de Paris (1967) pour la protection de la propriété industrielle, du Traité de coopération en matière de brevets et du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.

#### **5.4 APPLICATION A SINGAPOUR DE L'ACCORD SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE**

117. Pour préparer l'application à Singapour de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, le Comité interministériel continuera son examen des textes législatifs en vigueur à Singapour en vue de recommander les modifications à y apporter pour mettre la législation en conformité avec l'Accord. Le Comité étudiera aussi la possibilité de légiférer en matière d'indications géographiques et de topographie des circuits intégrés. L'accession de Singapour aux conventions relatives aux droits de propriété intellectuelle, à savoir la Convention de Berne, la Convention de Paris et le Traité sur la protection des droits de propriété intellectuelle des circuits intégrés est inscrite au programme du Comité interministériel.

## CHAPITRE 6: ORIENTATIONS FUTURES

### 6.1 LES DEFIS LANCES A SINGAPOUR

118. Singapour étant un petit pays, sa croissance est entravée par la limitation des ressources, notamment la terre et la main-d'oeuvre. C'est pourquoi toutes ses politiques économiques sont sous-tendues par le souci d'encourager le secteur privé à être compétitif à l'échelle mondiale et de maintenir un régime de commerce libéral. Singapour doit compter sur le marché mondial pour vendre ses produits et ses services.

119. Singapour prospère dans un environnement mondial pour l'essentiel exempt d'obstacles au commerce. Pour se classer en bonne place parmi les métropoles mondiales, elle doit être aussi développée que les pays industrialisés, tout en conservant un avantage compétitif. Une des stratégies possibles pour surmonter les difficultés qui résultent de sa taille restreinte est de s'associer avec d'autres espaces économiques. Son avenir réside dans ses interconnexions avec les réseaux mondiaux d'échanges commerciaux et de communications.

#### Stratégies de progrès

120. Singapour s'est trouvée bien des grandes stratégies qu'elle a appliquées jusqu'ici pour assurer son progrès: libéralisme économique, ouverture à la concurrence et politiques économiques rationnelles. Pour continuer sur sa lancée après l'an 2000, elle devra toutefois les compléter par de nouvelles stratégies.

#### Ressources humaines

121. Pour accompagner le passage d'une économie à forte intensité de main-d'oeuvre à une économie à forte intensité de savoir, Singapour continuera à faire de gros investissements dans son capital humain afin de permettre un reclassement de la population dans des activités à valeur ajoutée de plus en plus grande. L'innovation, la technologie et le travail d'équipe sont des ingrédients essentiels pour promouvoir un travail plus efficace, une meilleure organisation et la découverte de nouvelles méthodes. Le gouvernement donnera à ceux qui manquent de qualifications et d'instruction les moyens de s'éduquer et d'acquérir des compétences techniques. Quant au personnel qualifié, il continuera à lui assurer des possibilités de formation après emploi et de perfectionnement en cours d'emploi.

#### Infrastructures

122. Sachant qu'une bonne infrastructure réduit les prix de revient des entreprises, Singapour continuera d'investir dans la mise en place d'infrastructures de classe mondiale - aéroport, port maritime, parcs d'activités, réseau de télécommunication, services financiers et centre de congrès. Ces infrastructures doivent être sans cesse améliorées pour que Singapour conserve son avantage compétitif dans le contexte de la mondialisation et de la concurrence toujours plus intense. C'est ainsi qu'elle réaménage les équipements de l'aéroport de Changi pour qu'il puisse accueillir le trafic accru qui est prévu. En l'an 2000, cet aéroport devrait être une super-plaque tournante qui fera de Singapour le lieu de rencontre privilégié pour le monde entier.

#### Technologie et innovation

123. Singapour se spécialisera dans des créneaux spécifiques et accroîtra ses investissements dans la recherche-développement, ce qui appuiera le programme de valorisation du capital humain grâce à l'amélioration des qualifications et de l'instruction. Les instituts de recherche de Singapour continueront

à jouer un rôle crucial dans cet effort. En outre, un institut de technologie et de création industrielle sera créé dans l'Université technologique de Nanyang pour promouvoir le développement de services novateurs.

### **Environnement**

124. On a compris à Singapour qu'un cadre de vie et de travail agréable est un atout important pour attirer les talents étrangers et locaux à Singapour. Toutes sortes de facteurs interviennent: environnement, logement, soins de santé, transports, culture, activités de loisirs.

125. Le gouvernement veille à assurer non seulement le confort de base (air et eau purs, logement de qualité), mais aussi de bons services de santé. Des services de santé publics fonctionnent parallèlement à des services privés. Quant au transport, on s'efforce de maintenir une circulation fluide qui permette des déplacements rapides.

126. Singapour s'emploie à promouvoir une vie artistique et culturelle intense. Des institutions tant publiques que privées travaillent à préserver et développer le patrimoine multiculturel tout en stimulant la création.

### **Economie extérieure**

127. Un autre aspect de la stratégie de Singapour est le développement des investissements extérieurs qui accroissent les bénéfices et la prospérité de tous. La régionalisation aide Singapour non seulement à pallier la pénurie de ressources intérieures, mais aussi à tirer profit de la croissance rapide des pays d'Asie. Plusieurs conseils d'entreprises privées ont été créés pour stimuler les relations d'affaires avec les pays de la région. Ces conseils encouragent les flux d'échanges et d'investissements à Singapour, dans les pays partenaires et dans des pays tiers. Le gouvernement continuera à jouer un rôle important de soutien et à aider les entreprises singapouriennes à investir dans la région.

## **6.2 SINGAPOUR ET L'INTEGRATION ECONOMIQUE REGIONALE**

128. Singapour, résolument attachée au système de commerce multilatéral, appuie les initiatives régionales susceptibles de le favoriser ou de le rendre plus efficace. Toutefois, les initiatives régionales ne doivent pas éclipser les engagements pris dans le cadre de l'OMC. Les mécanismes régionaux doivent au contraire être un moyen d'inciter les Etats membres à libéraliser davantage les échanges. Singapour estime que ces considérations doivent sous-tendre la prolifération des arrangements commerciaux régionaux dans la période qui suit le Cycle d'Uruguay.

129. Singapour continuera d'appuyer les initiatives régionales compatibles avec les principes de l'OMC et axées sur la libéralisation plus poussée des échanges; sa participation à l'ANASE et à l'Initiative relative à la coopération économique dans la zone de l'Asie-Pacifique est inspirée par le principe du "régionalisme ouvert".

### **ANASE**

130. Singapour, de même que d'autres membres de l'ANASE, souhaite améliorer les régimes de commerce entre pays de l'ANASE dans le double but de renforcer l'intégration économique intrarégionale et de rendre la région plus attrayante pour le commerce et les investissements étrangers. Dans le climat de mondialisation et de libéralisation qui s'est établi à la suite du Cycle d'Uruguay, l'ANASE n'a rien perdu de son importance.

131. Singapour a joué un rôle pilote dans la libéralisation des tarifs de l'ANASE: anticipant sur les engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'Arrangement de commerce préférentiel de l'ANASE, elle a supprimé dès janvier 1993 les droits de douane sur 373 produits importés de pays de l'ANASE. Dans le cadre de l'Arrangement, elle admet en franchise les produits visés par 5 656 lignes tarifaires.

132. Au Cinquième Sommet de l'ANASE, tenu à Bangkok en décembre 1995, les Ministres de l'économie et chefs de gouvernement des pays de l'ANASE ont signé plusieurs nouveaux accords notamment pour étendre au commerce des services et aux droits de propriété intellectuelle la coopération économique intrarégionale. L'Accord-cadre sur les services désignait certaines priorités pour les négociations: services financiers, tourisme, transports maritimes et aériens, télécommunications, bâtiments et travaux publics et services commerciaux. L'Accord-cadre sur la propriété intellectuelle renforce l'administration de la propriété intellectuelle, améliore la répression des infractions et la protection et évoque la possibilité d'établir un régime de brevets et marques commerciales de l'ANASE. En outre, il a été décidé d'accélérer la mise en place de la zone de libre-échange de l'ANASE en ramenant le délai de 15 à dix ans et d'en étendre la couverture aux produits agricoles non transformés. De plus, tous les articles de la liste d'exclusions temporaires seront graduellement inscrits sur les listes de réductions tarifaires qui s'étaleront sur une période de cinq ans prenant fin en l'an 2000, à raison de 20 pour cent des articles chaque année. Un accord tendant à faire tout le possible pour établir un taux final de droits de douane de 0 pour cent en 2003 dans le cadre de l'Arrangement de commerce préférentiel<sup>6</sup> montre l'importance que les Etats membres attachent à la zone de libre-échange.

#### **INITIATIVE RELATIVE A LA COOPERATION ECONOMIQUE DANS LA ZONE DE L'ASIE-PACIFIQUE (INITIATIVE APEC)**

133. Singapour est attachée à l'Initiative APEC et participe activement au Forum. Elle appuie pleinement l'objectif d'établir un régime libre et ouvert de commerce et d'investissement adopté par les dirigeants des pays de l'APEC à Bogor (Indonésie) en 1994. Deux dates cibles ont été fixées pour la réalisation de cet objectif: 2010 pour les pays industrialisés et 2020 pour les pays en développement.

134. La réunion d'Osaka de 1995 a débouché sur l'adoption d'un programme d'action qui devait lancer le processus de réalisation des objectifs fixés à Bogor. La Déclaration de Bogor exprimait la ferme volonté politique des dirigeants des pays de l'APEC de libéraliser les échanges et les investissements et le programme d'action d'Osaka a créé un cadre pour la libéralisation et la promotion du commerce et des investissements et la coopération économique et technique en vue de la mise en oeuvre des engagements.

135. A Osaka, chaque membre de l'APEC a annoncé une première tranche de mesures immédiates en témoignage de bonne volonté. L'intention générale de ces mesures initiales est d'accélérer la mise en oeuvre des engagements du Cycle d'Uruguay ou d'en élargir la portée. Plusieurs pays, y compris Singapour, ont proposé d'anticiper sur la réalisation de leurs engagements ou de les renforcer, notamment dans le domaine des consolidations tarifaires. Singapour s'est engagée à réaliser la consolidation de 4 038 lignes tarifaires quatre à neuf ans avant la date limite, à ramener à 6,5 pour cent tous les taux consolidés à 10 pour cent et à consolider à 6,5 pour cent les taux pour 291 lignes tarifaires supplémentaires: les consolidations découlant du Cycle d'Uruguay couvriront ainsi 75 pour cent des lignes tarifaires au lieu de 70 pour cent. En outre, Singapour s'est engagée à anticiper sur le calendrier de mise en oeuvre des Accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce, sur l'évaluation en douane et sur les subventions et mesures compensatoires.

---

<sup>6</sup>L'Arrangement de commerce préférentiel de l'ANASE prévoit un tarif final dont les taux seraient compris entre 0 et 5 pour cent.

136. L'appui de Singapour aux initiatives régionales traduit sa ferme conviction que la libération des échanges à l'échelle régionale est un pas en avant dans la voie de la libéralisation mondiale.

### **6.3 MISSION DE LA CONFERENCE MINISTERIELLE DE L'OMC POUR 1996: PREPARER L'AVENIR DU SYSTEME DE COMMERCE MULTILATERAL**

137. Dans une ère d'intégration économique mondiale de plus en plus poussée, les frontières sont gommées par les techniques modernes et par les politiques de libéralisation des flux internationaux d'échanges et d'investissements. Le Cycle d'Uruguay a produit une importante réduction des obstacles traditionnels à l'accès aux marchés. Toutefois, on se rend compte désormais que beaucoup de mesures autrefois considérées comme relevant de la politique intérieure faussent les échanges. D'où des problèmes inédits qui lancent un redoutable défi à l'efficacité et à la vitalité du système de commerce multilatéral.

138. La Conférence ministérielle d'inauguration de l'OMC qui doit siéger à Singapour en décembre 1996 aura une double mission. Premièrement, sa forme et sa teneur serviront de modèle aux conférences ministérielles qui doivent désormais siéger tous les deux ans; deuxièmement, poursuivant sur la lancée du Cycle d'Uruguay, elle devra imprimer un nouvel élan à la libéralisation mondiale des échanges. Pour qu'elle remplisse ces deux fonctions, elle devra inscrire à son ordre du jour trois thèmes essentiels: consolidation des acquis, équilibre et progrès. La Conférence devra tout d'abord consolider les acquis du Cycle d'Uruguay. Deuxièmement, son ordre du jour devra refléter de façon équilibrée les intérêts et les préoccupations de tous les Membres de l'OMC, tant développés qu'en développement. Troisièmement, la Conférence devra relancer la libéralisation du système de commerce mondial.

139. Les objectifs de l'OMC impliquent que ses Membres aient une vision d'avenir pour déterminer la façon dont le système de commerce multilatéral s'adaptera à l'évolution de l'environnement du commerce international. Il faudra que la Conférence ministérielle qui doit siéger cette année à Singapour prépare le terrain pour que l'OMC puisse définir les orientations futures du système de commerce mondial.

140. Singapour a confiance que les Membres de l'OMC collaboreront systématiquement pour réaliser ensemble l'objectif d'un commerce plus libre et plus loyal.

**Annexe 1****REGLEMENTATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS**

Les textes actuellement en vigueur à Singapour sont les suivants:

- a) Règlement des importations et des exportations de 1995.
- b) Règlement des importations et des exportations de 1995 (licences).
- c) Règlement des importations et des exportations de 1995 (Protocole de Montréal).
- d) Règlement des importations et des exportations de 1995 (gomme à mâcher).

Annexe 2

**ARTICLES DONT L'IMPORTATION EST INTERDITE**

1. L'importation des produits dangereux ci-après est interdite pour des raisons environnementales:
  - a) Acide chromique, fluorure, tétrachlorure de titane et bromure de vinyle, depuis le 1er juillet 1993.
  - b) Trois produits de substitution des PCB dangereux, depuis le 1er février 1994.
  - c) Garnitures de freins et de disques d'embrayage en amiante.
2. En application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, l'importation des produits ci-après est interdite:
  - a) Halon 1301 pour les nouvelles installations, depuis le 1er janvier 1992.
  - b) Halon 2402, depuis le 1er janvier 1992.
  - c) Chlorofluorocarbones (CFC) dans les réfrigérateurs et climatiseurs neufs, depuis le 1er janvier 1993.
  - d) Chlorofluorocarbones comme réfrigérant dans les climatiseurs de véhicules automobiles neufs, depuis le 1er janvier 1995.
  - e) Halon 1211 et 1301, depuis le 1er janvier 1994.
3. En application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, l'importation des produits ci-après est interdite:
  - a) Ivoire brut ou ouvré (livraisons commerciales).
  - b) Tigre: toute partie ou produit dérivé, pour la consommation ou pour d'autres usages.
  - c) Cornes de rhinocéros, parties de cornes de rhinocéros et produits dérivés.



**Annexe 3****LICENCES D'IMPORTATION**

La liste des produits visés par les régimes de licences automatiques et non automatiques figure dans les tableaux ci-après:

**Tableau A: Liste des produits soumis à licence automatique**

Produits	Autorité responsable
Plantes et produits végétaux	Service des produits primaires, Ministère du développement national
Viande et produits carnés	
Animaux/oeufs/matériel biologique	
Médicaments, produits vétérinaires	
Espèces menacées	
Importations, exportations ou transbordement de poissons autres que d'ornement	
Importations, exportations ou transbordements de poissons d'ornement	
Lait écrémé en poudre (coloré, destiné à l'alimentation animale)	
Machines de jeu à pièces ou à jetons, y compris billards électriques, stands de tir et machines cinématographiques	
Matériel et logiciel d'embrouillage et de chiffrement pour la transformation cryptographique des signes, signaux, écritures ou informations en vue d'assurer le secret	
Articles en amiante	Service de lutte contre la pollution, Ministère de l'environnement
Publications	Contrôleur des publications indésirables, Ministère de l'information et des arts
Disques phonographiques	
Peintures et gravures	
Films et bandes et disques vidéo	Office de la censure cinématographique, Ministère de l'information et des arts
Nitrates de cellulose	Service des armes et explosifs de la Police de Singapour, Ministère de l'intérieur
Allumettes	
Haches	
Alarmes sonores	
Menottes	
Pétards	
Briquets de poche à gaz jetables en forme de revolver ou pistolet	
Briquets de table à gaz en forme de revolver ou pistolet	
Briquets de poche jetables en forme de revolver ou pistolet autres qu'à gaz	
Vêtements de protection contre les agressions, y compris gilets pare-balles et casques	
Acier	
Jouets en forme d'arme à feu, y compris pistolets et revolvers	

**Annexe 3 (suite)**

**Tableau B: Liste des produits soumis à licence non automatique**

Produits	Autorité responsable
Edulcorants artificiels	Service du contrôle des produits alimentaires
Aliments irradiés	Ministère de l'environnement
Plantes, fleurs, semences, fruits et légumes provenant du Brésil, des Antilles, de Colombie, du Costa-Rica, du Guatemala, de Guyane française, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Pérou, d'El Salvador, du Venezuela, etc.	Section de la protection phytosanitaire, Service de la production primaire, Ministère du développement national
Machines à sous	Direction des droits de succession, Administration des impôts, Ministère des finances
Substances dangereuses (produits toxiques)	Service de lutte contre la pollution, Ministère de l'environnement
Matières radioactives et irradiateurs	Service de protection contre les rayonnements, Institut des sciences et de la médecine légale, Ministère de la santé
Médicaments, poisons, drogues	Division des médicaments et de drogues, Ministère de la santé
Cosmétiques contenant des médicaments	
Matériel de télécommunication contrôlé	Agence des télécommunications, Ministère des communications
Photocopieurs couleur	Administration monétaire, Ministère des finances
Riz	Office du commerce extérieur, Ministère du commerce et de l'industrie
Graines de pavot	Bureau central des stupéfiants
Armes et explosifs	Service des armes et explosifs de la Police de Singapour, Ministère de l'intérieur

**Annexe 4****NORMES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Les nouvelles normes et prescriptions techniques ci-après sont entrées en vigueur depuis le dernier examen de la politique commerciale de Singapour:

- a) Normes révisées d'échappement des véhicules à moteur pour protéger et améliorer la qualité de l'air:
  - i) les véhicules diesel d'occasion importés doivent être en conformité avec la norme UN/ECE R24.03 depuis le 1er janvier 1992;
  - ii) les véhicules à essence neufs doivent être en conformité avec la norme UN/ECE R83 ou avec la norme japonaise JIS 78 depuis le 1er juillet 1992;
  - iii) les véhicules à essence neufs doivent être en conformité avec la Directive unifiée concernant les gaz d'échappement ou avec la norme japonaise JIS 78 depuis le 1er juillet 1994;
- b) Des normes relatives à l'eau minérale naturelle et à l'eau de source sont aussi entrées en vigueur. Les importateurs doivent fournir des preuves de l'origine de l'eau. Ils doivent en outre présenter au Service du contrôle des aliments du Ministère de l'environnement un certificat sanitaire délivré au lieu d'origine pour chaque lot importé.
- c) Les importateurs de cognac et whisky doivent présenter des preuves documentaires fournies par le pays d'origine confirmant que les produits ont vieilli en fût de bois pendant au moins trois ans. Le titre d'alcool minimum a été ramené de 40 à 37 pour cent en volume.
- d) En application des règles de protection des consommateurs de 1991 (prescriptions de sécurité), plusieurs appareils grand public électroniques, électriques et à gaz sont classés comme articles contrôlés. Ils doivent être enregistrés au SISIR sur la base de rapports d'essais du modèle, avec pièces justificatives. Un label de sécurité doit être apposé sur l'appareil ou sur l'emballage. Des contrôles réguliers et aléatoires sont effectués sur le marché pour assurer que seuls des appareils enregistrés et portant le label de sécurité soient mis en vente. Les produits visés sont:
  - Depuis le 1er juin 1992
    - a) Composants d'appareils à GPL
    - b) Cuisinières à gaz
    - c) Cuisinières électriques
    - d) Fers électriques
    - e) Sèche-cheveux
    - f) Fours à micro-ondes
    - g) Téléviseurs
    - h) Enregistreurs vidéo

- Depuis le 1er juin 1993
  - a) Ventilateurs électriques
  - b) Bouilloires électriques
  - c) Chauffe-eau à immersion
  - d) Réfrigérateurs
  - e) Cuiseurs à riz
  - f) Climatiseurs
  - g) Aspirateurs
  - h) Lave-linge
  - i) Equipement haute fidélité

**Annexe 5****NOUVELLES PRESCRIPTIONS EN MATIERE D'EMBALLAGE ET D'ETIQUETAGE**

1. Depuis 1992, les prescriptions ci-après ont été ajoutées aux règlements concernant les produits alimentaires:
    - a) les volailles parées fraîches ou réfrigérées doivent porter une étiquette indiquant le nom de l'abattoir, la date de l'abattage et le pays d'origine;
    - b) l'étiquette des produits à prétention nutritionnelle doit comprendre un tableau donnant des indications nutritionnelles; et
  - I. c) les produits emballés en vrac, le tofu et les aliments réfrigérés doivent porter une date, mais non les fruits et légumes frais. Certains produits crus préemballés doivent aussi porter une date;
  - II. d) la définition du terme "préemballé" a été élargie aux aliments emballés en vrac. Toutes les règles applicables aux aliments préemballés s'appliquent désormais aussi aux aliments préemballés en vrac.
2. De nouvelles règles concernant les peintures au plomb ont été introduites pour des raisons de santé publique:
    - a) Label de type 1 pour les peintures contenant du minium dans lesquelles la teneur en plomb est supérieure à 1 pour cent en poids et les peintures contenant d'autres composés du plomb dans lesquelles la teneur en plomb est supérieure à 5 pour cent en poids. Label de type II pour les peintures contenant du minium dans lesquelles la teneur en plomb est comprise entre 0,25 et 1 pour cent en poids et les peintures contenant d'autres composés du plomb dans lesquelles la teneur en plomb est comprise entre 0,25 pour cent et 5 pour cent en poids. Ces labels sont obligatoires depuis le 1er février 1993.
    - b) Depuis le 1er février 1995, la teneur en plomb des peintures portant le Label de type 2 a été ramenée de 0,25 à 0,06 pour cent.

**Annexe 6**

**REGIME APPLICABLE AUX PROFESSIONS LIBERALES<sup>a</sup>**

Secteur/sous-secteur	Texte législatif	Dispositions
1. SERVICES COMMERCIAUX		
A. Professions libérales		
* B. Professions juridiques	Loi sur les professions juridiques (chapitre 161)	Pour entrer dans la profession, il faut avoir les qualifications stipulées dans la loi pertinente et reçu la formation du troisième cycle prescrite pour l'admission au Barreau de Singapour; les candidats admis au Barreau doivent aussi obtenir le certificat d'exercice du Greffe de la Cour suprême délivré par l'Ordre des avocats de Singapour. Il n'y a pas de prescription de nationalité ni de résidence, mais les non-citoyens et non-résidents doivent avoir un permis de travail délivré par le service de l'immigration. Aucune expérience antérieure n'est nécessaire à condition que les prescriptions de la Loi sur les professions juridiques soient satisfaites.
* b) Comptabilité, vérification des comptes et tenue des livres	Loi de 1987 sur la comptabilité (chapitre 2A)	Seuls peuvent exercer la profession les comptables possédant des qualifications et une expérience reconnues et inscrits à l'Ordre des experts-comptables de Singapour. Au moins un membre du cabinet d'experts comptables doit être effectivement résident à Singapour.
* c) Services fiscaux	Loi de 1987 sur la comptabilité (chapitre 2A)	Seuls les experts comptables inscrits à l'Ordre des experts-comptables de Singapour peuvent exercer la profession de conseiller fiscal pour la fiscalité de Singapour. Au moins un membre du cabinet de conseillers fiscaux doit être effectivement résident à Singapour.
* d) Architecture	Loi sur les architectes (chapitre 12) et Code de déontologie des architectes	<p>Seuls les architectes inscrits à l'Ordre peuvent exercer la profession d'architecte à Singapour.</p> <p>L'Ordre des architectes peut autoriser des sociétés à fournir des services d'architecture, à savoir:</p> <p>i) Sociétés à responsabilité limitée:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Le statut de la société doit stipuler que le président et au moins les deux tiers des membres du Conseil d'administration doivent être des architectes ou des membres des professions apparentées inscrits à l'Ordre.</li> <li>* Les services d'architecture fournis à Singapour doivent être contrôlés et dirigés par un membre du Conseil d'administration de la société qui doit être un architecte inscrit à l'Ordre, résidant ordinairement à Singapour, titulaire d'un certificat d'exercice en cours de validité et propriétaire déclaré d'au moins une action de la société.</li> </ul> <p>ii) Sociétés à responsabilité non limitée:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Seuls peuvent être membres du Conseil d'administration de la société des architectes inscrits à l'Ordre ou des membres des professions apparentées.</li> <li>* Seuls des architectes inscrits à l'Ordre, membres des professions apparentées, ou personnes déléguées par eux, membres du Conseil d'administration de la société, cadres et employés d'une société peuvent être déclarés comme membres de la société.</li> </ul>

Annexe 6 (à suivre)

Secteur/sous-secteur	Texte législatif	Dispositions
		<p>* Les activités de la société, dans la mesure où il s'agit de services d'architecture, doivent être contrôlés et dirigés par un membre du Conseil d'administration de la société qui doit être:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un architecte inscrit à l'Ordre, résidant ordinairement à Singapour, titulaire d'un certificat d'exercice en cours de validité;</li> <li>- propriétaire déclaré d'au moins une action de la société.</li> </ul> <p>iii) Sociétés de personnes:</p> <p>* Les sociétés de personnes fournissant des services d'architecture à Singapour doivent être contrôlées et dirigées par un membre du Conseil d'administration de la société qui doit être un architecte inscrit à l'Ordre, résidant ordinairement à Singapour et titulaire d'un certificat d'exercice en cours de validité.</p> <p>L'Ordre des architectes admet les titulaires de diplômes étrangers reconnus en vertu de l'article 15 1) b); il publie la liste officielle des diplômes étrangers reconnus.</p> <p>Les architectes titulaires des diplômes agréés doivent en outre satisfaire aux prescriptions de l'article 15 2) a) concernant l'expérience pratique de l'architecture. En général, ils peuvent demander leur inscription en vertu des articles 15 2) a), 15 2) b) ou 15 2) c).</p> <p>Seuls les ingénieurs inscrits conformément à la Loi sur la profession d'ingénieur peuvent exercer cette profession. Ils doivent être Singapouriens, résidents permanents de Singapour ou titulaires d'un permis de travail.</p> <p>La loi définit les diplômes reconnus par l'Ordre des ingénieurs.</p> <p>La loi précise les conditions dans lesquelles des ingénieurs qualifiés peuvent créer:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) des sociétés à responsabilité limitée,</li> <li>ii) des sociétés à responsabilité non limitée,</li> <li>iii) des sociétés de personnes</li> </ul> <p>autorisées à fournir des services d'ingénierie sur le territoire de Singapour.</p>
* e) Ingénierie	Loi sur la profession d'ingénieur	
Les services d'ingénierie sont les suivants: Génie civil Génie de la production Génie mécanique Génie électrique Génie électronique Génie aéronautique Génie maritime Architecture navale Génie industriel Génie chimique		
* h) Médecine et odontoiâtrie	Loi sur l'inscription à l'Ordre des médecins  Loi sur l'odontoiâtrie	<p>Régit les conditions d'inscription et la pratique de la médecine.</p> <p>Permis d'exercer délivré par le Conseil de l'Ordre.</p> <p>Régit l'inscription des dentistes et la pratique de l'odontoiâtrie.</p>
* i) Services vétérinaires		Le permis d'exercer est délivré par le Directeur du service de la production primaire.

a) Les renseignements donnés ici sur le régime des services concernent les éventuelles différences de traitement entre les fournisseurs de services locaux et étrangers.

Note: La fourniture de services par des personnes physiques présentes sur place est assujettie aux règles et procédures relatives à l'immigration et aux permis de travail.